

n°266 07/12/07 2€

# Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

Mobilisations,  
dans les facs comme partout !



Colloghan





40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

H.Askari, J.J. Boislaroussie,  
E.Cadic-Njeim, M.Colloghan, J.Douillard,  
J.L. Lebourhis, N.Marcu, et H.Mermé

Edité par la SARL SECA

(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835  
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : [www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org)



ABONNEMENT

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,  
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER

ABONNEMENT

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et vert journal.

Et zoub ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une  
enveloppe pour Les Alternatifs, 40, rue de Malte 75011 Paris

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS  
A ROUGE ET VERT\*

VILLIERS-LE-BEL

## PAS DE PAIX SANS JUSTICE

Le drame de Villiers-le-Bel et les violences qui ont suivi remettent la crise des quartiers populaires en pleine lumière.

Deux ans après la révolte de 2005, rien n'a vraiment changé.

Des choix économiques et politiques sont maintenus, qui précarisent les individus dans leur logement, leur emploi, voire portent atteinte à leur personnalité, et détruisent les services publics facteurs de cohésion sociale. En dernière instance, l'argent et la marchandise valeurs suprêmes du néolibéralisme sont prônés comme le but de toute vie. Ce sont aussi ces choix qui assignent à résidence les catégories sociales défavorisées.

La première exigence est que toute la lumière soit faite sur les conditions de la mort des deux adolescents.

Les manipulations dont s'était rendu coupable Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur au moment du drame de Clichy-sous-Bois, ne peuvent être oubliées.

Le droit de vivre ensemble dans la tranquillité et la solidarité passe par la priorité à l'éducation et à la prévention, une police et une justice de proximité, la défense et l'extension des services publics dans les cités populaires, un cadre de vie respectueux des enfants, des femmes et des hommes, une démocratie active par le retour de la politique dans les quartiers.

Des choix en opposition totale au règne du chacun pour soi et à la répression sans fin, donc à la politique de la Droite.

## Coordination générale des Alternatifs

La coordination des Alternatifs aura lieu les 15 et 16 décembre au 40 rue de Malte Paris 11e métro Oberkampf.

### Ordre du jour proposé

#### SAMEDI 15 DECEMBRE

- A partir de 10h30 : Commissions
- 14h-17h30 : Situation sociale après le mouvement de novembre et politique après les assises des collectifs antilibéraux et dans la perspective des élections municipales.
- 17h30-18h30 : Université d'été féminisme

#### DIMANCHE 16 DECEMBRE

- 9h-13h30 :
  - budget
  - bilan adhésions 2007
  - projets 2008 (réunion de travail sur le projet alternatif, mobilisations, université d'été, matériel de présentation des Alternatifs, etc.)
  - actualisation de la composition de l'exécutif élargi et calendrier de ses réunions
  - rapports commissions

# Mobilisations, dans les facs comme partout !

## Une loi dangereuse

*La loi Pécresse sur l'autonomie des facs organise la concurrence entre établissements. Elle casse le statut des personnels et précarise ceux qui ne l'étaient pas. Cette autonomie permet un désengagement financier de l'Etat et annonce de substantielles hausses de frais d'inscriptions. Elle donne des pouvoirs exorbitants au président et ouvre la porte aux « personnalités extérieures » aux dents longues.*

## Egale dans la lutte

*De nombreuses facs se sont mobilisées aujourd'hui en grève pour exiger l'abrogation de la loi et de meilleures conditions d'études. Pour les Alternatifs, la base de ce mouvement doit être les assemblées générales réunissant étudiants et personnels, se coordonnant nationalement ou localement.*

*Ces AG sont remises en cause par les « autonomes » au nom d'une supposée spontanéité révolutionnaire. D'autres voient d'un mauvais oeil l'autogestion du mouvement, qui se passerait des services de leurs bureaucraties syndicales. Entre les deux, la potion magique doit être une rencontre entre élan radical et inventif et organisation efficace du mouvement. Ça passe par des AG véritablement démocratiques, où chacun a la parole, avec une tribune élue et révocable, par des commissions pour préparer actions et bons coups, qui rendent compte de leur travail devant les AG... Par des coordinations nationales au fonctionnement démocratique, où les délégués de chaque fac respectent les mandats de leurs AG et non les directives de leur chapelle syndicale ou politique.*

## Tous ensemble !

*La loi sur l'autonomie n'est qu'un élément du projet de démantèlement du service public. L'université peut être partie-prenante d'un mouvement d'ensemble contre la politique de casse sociale du gouvernement.*

*La mise en place des franchises médicales va fragiliser étudiants pauvres, personnels peu payés et précaires de la fac. Les galères de logement sont toujours plus d'actualité. L'hystérie contre les immigrés touche de plein fouet les étudiants étrangers pour qui chaque année d'étude est un saut d'obstacles entre études, job pour survivre, hébergement impossible et humiliations administratives.*

## Pour une fac solidaire et écolo

*Tous ces projets appellent une réponse claire dans la rue : par la participation aux AG dans nos facs, aux manifs en soutien aux grèves des salarié-e-s.*

*Au delà c'est une fac autogestionnaire qu'il faut construire, où les décisions se prennent collectivement, et qui remette en cause la pédagogie autoritaire et ennuyeuse des amphes. Une fac respectueuse des gens qui y travaillent, par un plan de résorption de la précarité. Une fac écolo, où la nourriture bio au RU, les économies d'énergie ou le simple tri sélectif soient enfin à l'ordre du jour. Une fac libérée des oppressions sexistes et racistes, où chacun-e, à tout âge, puisse apprendre gratuitement et collectivement. ■*

# Violences policières à Nantes

**M**ardi 27 novembre, près de 4000 étudiants et lycéens manifestent dans les rues de Nantes. La grève cale un peu sur la fac, mais elle se développe puissamment sur les lycées. Vers 17 heures, un millier d'entre eux, qui remontent vers les Universités, se détournent vers le rectorat. L'ambiance est bon enfant. « Les jeunes stationnaient sur la pelouse devant le bâtiment. Ils chantaient, jonglaient et ne cherchaient aucunement à pénétrer dans le bâtiment lui-même et j'ai même vu, avant que les policiers arrivent, des jeunes se pousser pour laisser passer les voitures de collègues qui partaient », témoigne une employée du rectorat qui a suivi toute la scène de sa fenêtre. Le recteur Desneuf n'hésite pas à appeler les flics pour faire évacuer les manifestants.

Dix minutes plus tard, 70 CRS et gardes mobiles et une quinzaine de flics de la BAC - en

civil - sont sur place et, alors même que les manifestants se replient, chargent tandis que des policiers de la BAC tirent sur les jeunes avec leurs flashball. « Les gens de la Bac ont tiré à cinq ou dix mètres des jeunes, j'ai entendu deux tirs de flashball, des tirs tendus. Les jeunes étaient sortis du rectorat, la question était réglée » témoigne Annette Pelé, infirmière de la médecine des étudiants présente sur les lieux. Pierre, un jeune lycéen de 17 ans s'écroule, touché à l'arcade et la tempe. Annette lui donnera les premiers soins. La violence policière redouble, les flics "coursent" les jeunes qui essaient de fuir par les parkings. Les coups de matraques pleuvent.

Plusieurs jeunes sont arrêtés pour violence à forces de l'ordre. « Il n'est pas juste de dire que les jeunes "sont entrés en cassant un petit grillage" - argument donné par le très réactionnaire Recteur pour justifier son recours à la police - « En



**Communiqué des Alternatifs 44  
mercredi 28 novembre**

## Une violence inadmissible et inexcusable

Les Alternatifs 44 condamnent avec la plus grande énergie les violences policières qui se sont déroulées hier soir devant le rectorat de Nantes à l'encontre de la manifestation des jeunes lycéens et étudiants mobilisés contre la loi Pécresse.

Les Alternatifs 44 dénoncent la responsabilité politique des représentants de l'Etat (Préfet et Directeur des Polices Urbaines) qui ont délibérément choisi la violence brutale - et à l'évidence non maîtrisée - pour tenter d'enrayer la mobilisation croissante des lycéens.

Les mensonges avérés des responsables des forces de l'ordre sur les faits eux-mêmes - sur le nombre de tirs de flashball par exemple - exigent la mise en place d'une commission d'enquête indépendante sous l'égide des organisations de défense des droits de l'homme.

Sans attendre, les Alternatifs 44 appellent les organisations démocratiques à se mobiliser auprès des jeunes mobilisés pour garantir la liberté de manifestation.

raison des travaux de voirie, la grille du rectorat est momentanément enlevée. Nul besoin de casser quoi que ce soit, l'entrée du rectorat ne présente actuellement aucun obstacle.

Il ne s'est pas passé plus d'une à deux minutes entre le moment où les policiers se sont alignés face aux jeunes et le moment où ils ont chargé.

Car, oui, j'appelle ça une "charge".

Vu leur nombre, comment les jeunes, même avec la meilleure volonté du monde, auraient-ils pu s'exécuter aussi vite ? On ne leur en a pas laissé tout simplement le temps. Les premiers rangs reculaient avant même que les derniers entendent l'ordre et comprennent ce qui se passait » témoigne l'employée du rectorat. Autre témoignage, celui de Marie, étudiante qui participait à la manifestation, « Je suis sortie du rectorat et je me suis retrouvée devant la chaîne humaine, en première ligne. J'ai senti le coup, je me suis pliée en deux. J'avais compris qu'on m'avait tiré dessus et j'ai

commencé à suffoquer. On m'a aidée à me mettre sur le côté. Puis je suis allée à une pharmacie et ensuite chez un médecin. Il m'a auscultée. Il m'a dit que je me suis pris un projectile dans le ventre ». « C'était un tir de flashball », raconte Benjamin qui était tout près de Marie. « Le policier de la Bac était là, juste en face, il visait ».

Marie en est quitte pour un gros hématome et une brûlure. Pierre ne sait toujours pas s'il conservera son oeil blessé. A Nantes, l'émotion est grande. Les images télévisées où l'on voit nettement les policiers de la Bac mettre en joue les jeunes lycéens et étudiants scandalisent bien au-delà de celles et ceux qui soutiennent la mobilisation. 5000 lycéens et étudiants se retrouvent dans une forte manifestation de protestation contre les violences policières le 29 novembre.

Tous les syndicats, ensemble CGT, CFDT, FO, Solidaires, FSU, UNSA, CFTC, UNEF, Sud Etudiants avec le soutien de la FCPE, s'adressent au Préfet : «La loi LRU sur les universités,

# Des étudiants s'interrogent et

**Les AG étudiantes et lycéennes ont souvent permis de passionnants débats sur le projet de société que porte la loi d'autonomie des universités, voulue par Sarkozy et soutenue par le PS, et sur la nécessité de lui opposer un projet alternatif.**

**« Il nous semble que cette loi s'inscrit dans un contexte global d'orientation vers un libéralisme omnipotent qui va contribuer à l'effacement du sujet et de toute singularité » écrivent les étudiant-e-s en Master Pro de Psychologie Clinique de l'université de Nantes dans un texte commun qu'elles et ils nous ont adressés et que nous publions ci-contre.**

**Pour que le débat se poursuive.**

**J.D.**

**N**ous, étudiants en Master Pro de Psychologie Clinique de l'université de Nantes, souhaitons faire part de notre inquiétude concernant la réforme L.R.U. touchant aux libertés et responsabilités des universités (loi Pécresse du 10 août 2007).

Au nom de notre orientation clinique psychanalytique centrée sur la parole et la singularité du sujet, au nom de la diversité des parcours professionnels et universitaires qui sont les nôtres et qui ont précédé notre engagement dans ce master, nous rappelons notre attachement à une certaine conception de l'université que l'esprit de la loi semble menacer.

Bien qu'autorisés à reprendre les cours compte tenu du statut professionnalisant de notre diplôme, nous sommes solidaires du mouvement étudiant et nous avons décidé par vote de les suspendre et de nous mobiliser. Ainsi, nous mettons à profit ces heures pour réfléchir sur les questions de fond que soulève ce texte de loi.

Nous défendons l'idée d'une université non soumise aux impératifs économiques utilitaires et productifs. En effet, est-ce le rôle de l'université de représenter les valeurs de l'entreprise ? Ne serait-il pas intéressant de conserver l'université comme un espace de décalage et de réflexion critique par rapport au



*l'annonce ministérielle d'une réforme du baccalauréat suscitent débats, contestations et actions à l'université et dans les lycées.*

*La manifestation du 27 novembre à Nantes a rassemblé près de quatre mille jeunes et s'est pacifiquement déroulée jusqu'au rectorat où l'évacuation des abords, à la demande du Recteur, a donné lieu à une intervention brutale et disproportionnée des forces de l'ordre.*

*Nous condamnons fermement cette répression policière, en particulier la présence de la Brigade Anti Criminalité (BAC) accusée par plusieurs témoins de comportements violents. Ces forces de l'ordre sont toutes placées sous l'autorité du Préfet, dont la responsabilité est ainsi engagée.*

*Un élève de 17 ans, grièvement blessé au niveau de l'arcade sourcilière et à la tempe par un tir de flashball à courte portée est toujours en soins au CHU avec un pronostic médical réservé.*

*Nous condamnons tant les méthodes que les propos du Recteur. Quel but poursuit-il avec ses injonctions interdisant, au mépris de leur sécurité, les réunions des lycéens dans leurs établissements, sa promptitude à demander une présence renforcée des forces de Police devant les lycées nantais et leur fermeture administrative, l'initiative prise d'évacuation brutale des abords du rectorat, ce mardi 27 novembre 2007 ?*

*Nous interpellons solennellement le préfet et demandons l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les événements de Mardi ».*

A gauche, seul le PS se tait. Pas une ligne de communiqué, pas un responsable dans la rue

aux côtés des jeunes. Rien. Assourdissant silence.

Plus de 1000 manifestant-e-s se retrouvent samedi matin 1er décembre pour une marche silencieuse dans la ville, entre la Préfecture et le CHU où le jeune Pierre est toujours en soins.

Face à cette émotion et aux mobilisations qu'elle nourrit, les autorités (à l'exception du Recteur qui n'hésite pas à justifier l'envoi de policiers à la porte des lycées nantais pour « bien montrer aux lycéens qu'ils sont dans l'illégalité », - de la pédagogie quoi !,- et interdit toute AG dans les enceintes des établissements) - diligents une enquête de l'IGPN pour soi-disant faire la vérité sur les incidents.

La vérité par l'IGPN, personne n'y croit. Déjà, au lendemain de l'agression, la police annonçait 8 blessés dans ses rangs dont un « ayant dû recevoir des soins pour une coupure au doigt » et « un seul tir de flashball ». Devant les témoignages concordants et les images, ils ont admis plusieurs tirs de leurs armes "non létales", tout en soulignant, les jeunes blessés apprécieront, « l'imprécision des flashball ».

C'est pourquoi une commission d'enquête indépendante, sous l'égide de la Ligue des Droits de l'Homme et de la FCPE, s'est mise en place, pour faire toute la vérité sur ces violences et développer une large campagne politique contre la criminalisation des mouvements sociaux. ■

**Julien DOUILLARD**



Photo: Amed Askari

# parlent

monde économique et aux valeurs marchandes ?

Nous dénonçons l'idée d'une université qui détermine la valeur des disciplines enseignées en fonction des débouchés professionnels qu'elles offrent. La véritable autonomie de l'université ne consiste-t-elle pas à désolidariser le savoir et l'offre du marché de l'emploi ?

Nous la concevons comme un lieu permettant de prendre le temps de réfléchir à la détermination de nos choix, plutôt que le lieu d'une réalisation professionnelle immédiate et balisée. L'université ne pourrait-elle pas être le moment d'une transition pour élaborer un choix de vie, mûrir un projet professionnel ? N'est-ce pas une des possibilités du statut étudiant ?

Ainsi, en tant que futurs psychologues cliniciens, nous nous interrogeons sur le devenir de l'enseignement des sciences humaines. Comment seront financées les disciplines dont la productivité ne s'inscrit pas dans une logique économique ? Qui payera pour former des sociologues, des psychologues, des historiens, des historiens de l'art, ou des philosophes ?

Nous pensons qu'il est urgent de défendre les valeurs humaines qui sous-tendent notre institution :

- Un lieu de savoir et de culture ouvert au plus grand nombre, et qui s'inscrit dans une démarche sélective et compétitive.

- La liberté d'étudier pour former la pen-

sée, la réflexion critique, et se déterminer dans nos parcours de vie, sans subir une politique volontariste d'efficacité et de rentabilité.

- Un enseignement libre et indépendant, dispensé par des enseignants, chercheurs et praticiens divers.

C'est pour garantir ces valeurs que nous vous interpellons. Nous souhaitons soutenir la mobilisation des esprits pour une prise de recul quant aux mesures prises par le gouvernement actuel et dont nous percevons déjà les effets à différents niveaux.

Il est possible à chacun d'agir de sa place d'étudiant, de salarié, ou de simple citoyen pour la défense de ce en quoi il croit ! ■

## Grève de la gratuité

**L**e bras de fer qui vient de se dérouler à la SNCF (cf Rouge & Vert 265) repose concrètement la question des formes de lutte dans un service public et du lien aux usagers. Depuis maintenant une douzaine d'année, les pouvoirs en place et leurs relais dans les médias utilisent systématiquement, et avec un réel succès, l'expression « les usagers pris en otages ». Evidemment ce sont toujours les salarié-e-s en lutte qui sont désignés coupables et non les conditions de travail et leurs responsables.

Quelle forme de lutte choisir pour d'abord pénaliser directions et actionnaires, la question est quasi quotidienne pour les salarié-e-s des Hôpitaux et des services d'urgence comme pour celles et ceux d'EDF, France Télécom ou La Poste. D'où l'importance du jugement prononcé par la Cour européenne des droits de l'Homme donnant raison, dans un arrêt du 17 juillet dernier, à deux agents de péage turcs qui avaient quitté leur poste et permis aux automobilistes de passer sans payer.

Reste maintenant à forcer les pouvoirs en place à reconnaître cette jurisprudence. On imagine facilement que tant les dirigeants des entreprises que le gouvernement vont tout faire pour l'ignorer. Il n'empêche qu'elle ouvre une brèche juridique importante que le syndicat Sud Rail et la Fédération des usagers des transports et des services publics ont, ensemble, fort justement salué. Il est de notre responsabilité collective, en tant que salarié-e-s et en tant qu'usagers, de soutenir et d'approfondir cette voie. ■

J.D.

## Nouveaux droits Pour combattre la

**L**a Droite ne cesse depuis des années d'opposer chômeurs, suspectés d'être fraudeurs, et salariés. Sarkozy lors de la campagne présidentielle a dénoncé les "assistés". Et cela a marché.

Pourtant salariés ou chômeurs subissent la même régression imposée par le MEDEF avec la complicité de l'Etat.

La fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC répond à deux objectifs:

- des réductions d'effectifs dans chacun de ces organismes
- une pression accrue sur les chômeurs en vue d'un retour à l'emploi quelles qu'en soient les conditions, en regroupant dans un seul organisme la recherche d'emploi (Anpe) et l'indemnisation (Unedic).

De nombreuses mesures vont dans le même sens, celui de la pression

sur les chômeurs :

- radiations
- période d'essai prolongée à 3 mois
- stages payés au rabais
- tentative d'imposer le RMA aux sans emploi.

Objectif ; une main d'œuvre soumise et bon marché .Comment s'étonner dès lors que le SMIC devienne le salaire médian !

Il faut déserrer l'étau de la précarité, c'est l'affaire des précaires mais aussi de l'ensemble du monde du travail.

- Mettre fin aux temps partiels imposés aux travailleurs, et plus encore aux travailleuses
- Augmenter les minima sociaux de manière significative.
- Rétribuer les stages sur la base du SMIC.

## Communiqué SUD Rail / Fédération des usagers des transports et des services publics

**A**lors que la SNCF n'avait cessé de prendre de lourdes sanctions contre les cheminots qui, par exemple, pratiquaient la "grève de la pince" (refus de contrôler les billets), la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé en juillet dernier que la "grève de la gratuité" est licite.

Les salariés des entreprises de transport françaises devraient donc maintenant pouvoir pratiquer cette forme de grève qui permet aux usagers de circuler sans payer.

On comprend bien pourquoi la direction SNCF est hostile à cette forme de grève qui serait au contraire particulièrement bien accueillie par les usagers. Elle redoute en effet que se développent ainsi les convergences entre usagers et che-

minots qui veulent défendre le service public ferroviaire contre les dérives qui font de la SNCF une entreprise commerciale privilégiant la clientèle d'affaire des TGV aux dépens des usagers des trains de banlieue et des trains régionaux.

SUD-Rail et le FUT-SP estiment au contraire que le jugement de la CEDH crée une situation nouvelle. La France doit suivre cette jurisprudence.

C'est pourquoi la FUTSP et SUD-Rail demandent que le Ministère des transports organise une table ronde Etat-entreprises de transport - syndicats - usagers, afin d'étudier les modalités d'application à notre pays de la reconnaissance par la CEDH du droit à la "grève de la gratuité".

## et revenu : précarité

En Allemagne, sous la pression des syndicats, la déconstruction du système de pénalisation des chômeurs et de réduction des prestations a commencé.

Sarkozy prône l'amélioration du pouvoir d'achat par la remise en cause des droits et des acquis sociaux. La réponse est la poursuite du processus de réduction du temps de travail et la conquête de nouveaux droits: elle ne sera possible que par une nouvelle répartition des richesses.

Les Alternatifs soutiennent la proposition de Sécurité Sociale Professionnelle, prise en charge par les patrons, qui maintiendrait les droits et revenus des licenciés en période d'attente de retour à l'emploi

Cette garantie de revenu est aussi indispensable pour ceux qui n'ont pas pu accéder à l'emploi.

Pour riposter à la destruction du code du travail, au recul de nos droits, à la précarisation et à une misère qui s'accroît il n'y aura pas d'autre réponse qu'une mobilisation d'ensemble, chômeurs, précaires, salariés. ■



# 6<sup>ème</sup> CAMPAGNE CONTRE LES JOUETS SEXISTES 5-15 DÉCEMBRE 2007

**C'**est bientôt Noël, arrêtons de jouer avec le sexisme !

Pour combattre le sexisme dans les jouets et sensibiliser les adultes à la portée de leurs choix, les associations Mix-Cité, le Collectif Contre le Publisexisme, Les Panthères Roses, Claaaaaash et les Alternatifs organisent une campagne nationale d'actions du 5 au 15 décembre 2007.

Les jouets destinés aux filles se résument facilement par « Sois belle et fais le ménage!». On leur offre de préférence les jouets qui évoquent la maternité et les tâches ménagères (des objets signés notamment par des marques d'électroménager). On les incite aussi à se soumettre au diktat de la beauté, de la maigreur et de la mode: ma-



### Programme de la campagne

#### A PARIS :

**Mercredi 5 décembre, à 19 h**  
à la librairie **Violette and Co :**

**Débat public sur l'éducation des enfants avec les auteur-e-s du livre «Contre les jouets sexistes »**

**Librairie Violette and Co : 102 rue de Charonne 75011 Paris (M° Charonne)**

**Samedi 8 décembre, à 14 h,**

**Place du Châtelet :**

**Départ pour une action surprise.**

**Dimanche 9 décembre à 14h30**

**à Cultura, Franconville**

**Signatures et discussions autour de l'ouvrage « Contre les jouets sexistes »**

**Cultura : espace commercial 330, rue du Général Leclerc 95 130 Franconville**

**Mercredi 12 décembre 19h45**

**organisé par la librairie Quilombo**

**Débat public sur le sexisme dans les jouets avec les auteur-e-s du livre « Contre les**

**jouets sexistes »**

**CICP 21er rue Voltaire 75011 Paris (M° Rue des Boulets)**

**Samedi 15 décembre, à 14 h,**

**place du Châtelet : départ pour une action surprise.**

**A 16h,**

**Métro Pte de Pantin, à la fontaine : départ pour une action en direction des enfants.**

**Pendant toute la campagne, distribution de tracts les soirs à la sortie de grands magasins, centres commerciaux ou supermarchés de jouets... (disponibles sur demande).**

**D'autres actions sont prévues à Orléans, Rennes, Nantes, Toulouse.**

**Parution du livre : «Contre les jouets sexistes» Editions L'Echappée, nov 2007, contact édition : lechappee@no-log.org**



quillage, tête à coiffer, bijoux et autres accessoires.

Par opposition, l'univers des garçons est marqué par des thématiques extérieures au foyer, l'aventure, la vitesse, le bricolage, les sciences... Et à travers les jouets des garçons, c'est la compétition, la guerre, la légitimation de la violence physique qu'on leur transmet.

Il sera facile par la suite de qualifier d'innées ou de naturelles les caractéristiques féminines et masculines ainsi inculquées.

En s'attaquant aux jouets sexistes, les associations organisatrices de la campagne dénoncent le système patriarcal, où les hommes détiennent encore le pouvoir, et l'hégémonie de l'hétérosexualité. A l'heure où les femmes accèdent à certaines sphères professionnelles et politiques autrefois réservées aux hommes, (même si l'égalité est encore loin...) le sexisme est toujours présent au quotidien : les jouets en sont un exemple.

Cette 6ème campagne s'accompagne de la sortie d'un livre «Contre les jouets sexistes» fruit de réflexions et d'expériences de militants et de professionnels (éducateurs et éducatrices, instituteurs et institutrices...). Le livre propose des pistes de réflexion pour lutter contre ce sexisme imposé aux plus jeunes.

Mix-Cité,  
Le Collectif Contre le  
Publisexisme,  
les Panthères Roses,  
Claaaash et Les Alternatifs

EN FRANCE, 80% des tâches ménagères sont exécutées par les femmes. Cette inégalité s'inculque dès le plus jeune âge, notamment en faisant jouer les petites filles avec des aspirateurs ou des fers à repasser. Une petite fille qui réclame un aspirateur ne fait que reproduire le schéma familial. Les faire jouer avec des objets qui les feront suer plus tard? Drôle de jeu!

Apprends à  
recurer, ma fille



Tu seras violent,  
mon fils



QUAND LES garçons sont petits, ils jouent à «faire la guerre». Comment s'étonner que plus tard les hommes résolvent le plus souvent les conflits par la violence? Aujourd'hui, en France, une femme sur dix est battue par son conjoint... « Batman, Robocop, Spiderman, un produit chasse l'autre, mais toujours le héros est viril, fort, guerrier, belliqueux. Agressif ou défensif, il a de toute façon des raisons pour se battre [...]. Ainsi se forge une image de la virilité où l'homme est synonyme de force et de muscles. » Serge Chaumier, La production du petit homme

Tu bricoleras,  
mon fils



AU SEIN du couple hétérosexuel, les travaux de bricolage sont aujourd'hui régulièrement réservés aux hommes, souvent malgré eux. C'est dès le plus jeune âge que l'on inculque aux petits garçons «l'art du bricolage», beaucoup plus valorisé que les tâches ménagères!



## Sois belle et tais-toi



### LA TYRANNIE DE L'APPARENCE

10% de femmes à l'Assemblée Nationale, 7% de mairesses en France. Miss France reste la seule élection où une femme a de fortes chances d'être élue! Beaucoup de petites et jeunes filles souffriront, notamment d'anorexie, à force de vouloir ressembler aux barbies et autres modèles de magazines.

## Tu accapareras le savoir, mon fils



### POURQUOI?

Garçons et filles ne bénéficient pas de la même orientation scolaire: on réserve aux garçons les filières scientifiques et techniques, aux filles des filières littéraires ou sociales, qui mènent à des formations dévalorisées. Aux petits garçons on offre des jouets faisant appel à la réflexion, à la technique et à la découverte scientifique du monde; aux petites filles, quoi déjà? Et si nos jouets influençaient nos choix professionnels?



PENDANT que monsieur travaille, madame doit s'occuper des enfants, ou, si elle a elle-même un emploi, il faut qu'elle en ait au moins le souci. La tradition hétérosexiste pèse encore sur les femmes, qui continuent à être dirigées vers la sphère privée et le soin des enfants. On avance alors toujours l'argument de l'instinct maternel. Mais ce prétendu instinct à s'occuper des enfants n'est-il pas considérablement encouragé par une éducation à la maternité, qui se fait également par le biais du jeu? Au lieu d'apprendre à nos filles à être de bonnes mères au foyer, apprenons-leur l'égalité et la liberté de choisir leur vie.



## Change la couche et fais risette

Cette double page est extraite de la brochure «pas de cadeaux pour le sexisme» publiée dans le cadre de la Campagne contre les jouets sexistes 2006 par Mix-Cité, les Panthères Roses, du Côté des Filles et le Collectif Contre le Publisexisme.



Le marché a parlé :

# Les fusils battent l'environnement

**Q**uiconque est lassé des résultats médiocres du marché devrait écouter Douglas Lloyd, le directeur de Venture Business Research, une entreprise qui scrute les tendances de la spéculation. «Je suis optimiste quant aux investissements dans ce secteur» a-t-il récemment annoncé. Cette bonne humeur était inspirée par l'arrivée massive d'argent dans les entreprises de sécurité et la défense. Il a ajouté «Je le vois aussi comme un secteur plus attractif que celui des énergies propres.»

Compris? Si vous cherchez un investissement sûr dans un nouveau marché en croissance, vendez du solaire, achetez de la surveillance ; oubliez le vent, achetez des armes.

Cette analyse - émanant d'une sommité qui a l'oreille de clients tels que Goldman Sachs and Marsh & McLennan - mérite une attention particulière alors que commence la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Bali. Les ministres de l'environnement y sont réunis pour arriver à un accord qui remplacera Kyoto.

L'administration Bush, toujours sur la position de blocage des entreprises sur la question des émissions de carbone, veut laisser le marché régler la crise. «Nous sommes au seuil d'une terrible rupture technologique» a assuré G.Bush en janvier dernier, ajoutant «nous allons laisser le marché décider des mélanges de pétrole qui nous permettront d'atteindre au mieux nos objectifs».

L'idée que le capitalisme puisse nous sauver des catastrophes climatiques a un pouvoir d'attraction réel. Cela donne aux politiciens une excuse pour subventionner des sociétés plutôt que de les contrôler, et cela permet d'éviter soigneusement d'interroger sur cette

idée centrale du marché d'une croissance sans fin, à l'origine de cette situation.

Le marché, par ailleurs, semble avoir d'autres pistes pour résoudre les problèmes posés par cette catastrophe mondiale annoncée. En accord avec Lloyd, et malgré toutes les incitations gouvernementales, les gros investissements sont en train de se détourner de la technologie des énergies propres au profit de prometteurs gadgets pour installer pays et individus riches dans une forteresse high-tech. Les clés de la croissance pour la spéculation capitaliste sont à chercher parmi les entreprises privées vendant du matériel de surveillance et d'intervention en si-

de dollars en nouveaux fonds d'investissement. Et 2007 n'est pas encore fini !

Ces tendances n'ont rien à voir avec la réalité de l'offre et de la demande, car la demande en technologie de production d'énergie propre ne pourrait être plus forte. Avec le pétrole atteignant 100\$ le baril, il est clair que nous avons fortement besoin d'alternatives vertes, autant en tant que consommateurs qu'en tant qu'espèce menacée. Le dernier rapport du Groupement intergouvernemental d'experts sur le réchauffement climatique, prix Nobel de la paix 2007, était décrit par «Time magazine» comme «un ultime avertissement à l'humanité» tandis que le nouveau rapport

d'Oxfam montre clairement que la vague de catastrophes naturelles des deux dernières décennies n'est pas le fruit du hasard. Le nombre de ces événements a quadruplé.

Inversement, 2007 n'a vu aucun attentat majeur en Amérique du Nord ou en Europe et, contrairement à une propagande permanente, il n'y a pas de menace imminente venant de l'Iran.



Naomi Klein

Alors pourquoi sont-ce les questions de sécurité qui incarnent les nouveaux secteurs en effervescence et pas les énergies vertes ?

Peut-être parce qu'il y a deux modèles économiques déferents qui peuvent répondre à notre crise du climat et des énergies. Nous pouvons développer des politiques et des technologies pour sortir de cette course au désastre. Ou nous pouvons développer des politiques et des technologies pour nous protéger de ceux que nous avons enragé par nos guerres pour l'accès aux ressources et des déplacements du changement climatique. L'ultime expression de cette deuxième option réside en une nouvelle publicité pour un 4x4: on y voit ce super-consommateur de pétrole transportant ses passagers en sécurité dans différents paysages de désastre, suivit du slogan «le 4X4, le seul



préparé pour les urgences». C'est un peu comme si le cow-boy Marlboro faisait du suivi psychologique dans un centre de cancérologie.

En bref, nous pouvons choisir de stopper cette logique, ou nous pouvons choisir de construire notre forteresse. Les militants environnementalistes et les scientifiques nous supplient de stopper. Le secteur de la sécurité croit, lui, que notre futur lové entre les murs épais d'une forteresse.

Depuis que le 11 septembre a lancé cette nouvelle économie, beaucoup de ces nouvelles technologies du contre-terrorisme ont aussi trouvé des applications civiles dans des cadres privés par exemple comme réponse d'urgence durant des catastrophes naturelles. Blackwater se présente comme la nouvelle Croix-Rouge, soldats du feu travaillant pour sécuriser les géants. De loin, le plus gros marché est la mise en forteresse de l'Europe et de l'Amérique du Nord : contrats d'Halliburton<sup>2</sup> pour construire des centres de rétention conçus pour accueillir des afflux d'immigrés, modèles de frontières virtuelles de Boeing, cartes d'identités biométriques... Les premières cibles de ces technologies ne sont pas les terroristes mais les immigrés; un nombre croissant d'entre eux ont été déplacés par les dérèglements climatiques tels que les inondations au Tabasco (Mexique) ou le cyclone au Bangladesh. Comme le changement climatique crée plus de gens sans terre, le marché de la forteresse est destiné à se développer durablement.

Bien sûr, il y a encore de l'argent à se faire avec le marché vert, mais il y a surtout du billet vert à faire dans le marché de la protection.

Comme l'explique Lloyd «le taux de défaillance du business de la sécurité est bien plus bas que celui des technologies propres, et, par ailleurs, les investissements nécessaires au business de la sécurité est aussi bien plus bas». En d'autres termes, régler des problèmes réels est difficile, mais faire du bénéfice avec ces problèmes est aisé.

Bush veut confier notre crise climatique à l'ingéniosité du marché.

Et bien le marché a parlé : il ne nous sortira pas de cette course au désastre. En fait, les investissements à fort rendement sont même basés sur le pari que nous restons en crise. ■

**Naomi KLEIN**

Article initialement publié dans The Nation. trad.M.Colloghan

1. Blackwater est une armée privée. Ces mercenaires ont commis nombre d'exactions en Afghanistan et en Irak.

2. Halliburton est une multinationale du BTP présidée jusqu'en 2000 par Dick Cheney. Avec l'arrivée des troupes US, elle a mis la main sur l'exploitation du pétrole irakien.



**Le gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger, venu défendre la position du gouvernement US au sommet de l'ONU de Bali.**

## DU LOCAL AU GLOBAL, AGISSONS CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE !

- 30% d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, sans nucléaire, c'est possible !

Le changement climatique fait peser de nombreux risques sur notre planète :

- ° Multiplication des catastrophes climatiques (canicule, inondations, tempêtes...);
- ° Montée des eaux qui menace de disparition certains territoires et provoquera l'exode des milliers de « réfugiés climatiques » ;
- ° Menace sur la faune et la flore et multiplication des catastrophes alimentaires et sanitaires

Les fausses solutions que sont l'énergie nucléaire (polluante, dangereuse et proliférante) ou les agrocarburants et les mauvaises orientations comme le « tout autoroute » sont destinées à soutenir un modèle de développement dévastateur. Elles détournent des financements qui devraient être affectés à la promotion des économies d'énergie, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables !

Du 3 au 15 décembre se tiendra à Bali la 13e conférence internationale des Nations unies sur le changement climatique, pour préparer la suite du protocole de Kyoto. Au même moment, la France dévoilera le projet de loi issu du Grenelle de l'Environnement.

Pour une véritable justice climatique<sup>1</sup>, les pays riches doivent s'engager à réduire de 30% leurs émissions de gaz à effet de serre, sans nucléaire, d'ici 2020.

Le 8 décembre, pour la « Journée mondiale du climat », rejoignez les événements partout en France pour exiger que les promesses politiques soient enfin tenues ! De Grenelle à Bali, agissons contre le changement climatique !

1 - Réclamer la « justice climatique », c'est exiger des pays du Nord, émetteurs de gaz à effet de serre, la reconnaissance d'une dette environnementale envers le Sud, qui pourrait par exemple être soldée par le financement des énergies renouvelables au Sud

## Forums sociaux

# Vers Malmö

**U**ne Assemblée Préparatoire Européenne (APE) réunissait de nombreuses organisations européennes à Istanbul du 30/11 au 2/12. En ligne de mire, la journée mondiale du 26 Janvier et le prochain Forum Social Européen (FSE) (à Malmö en septembre 2008).

### Un jour dans le monde

Cette réunion a permis de faire un premier tour d'horizon des initiatives répertoriées pour la journée mondiale de mobilisation du 26 janvier.

## APE de FSE

**Les APE (Assemblées Préparatoires Européennes) regroupent des représentants de mouvements altermondialistes à l'échelle européenne pour préparer les grands rendez-vous internationaux (Forum Européen, Mondial, Méditerranéen, mobilisations anti-G8 etc?).**

Ces activités sont pour le moins inégalement réparties : Les actions (manifestations, rassemblements, meetings, débats, concerts, marches...) sont prévues en grand nombre en Amérique Latine et, nouveauté depuis la réussite des deux forums de cet été aux USA, en Amérique du Nord. Elles sont aussi nombreuses en Europe, en Corée du Sud et en Inde. Dans le reste de l'Asie, elles sont

bien moins nombreuses et l'Afrique fait figure de parent pauvre de cette journée. Cela pourrait surprendre au regard de la réussite des dernières réunions altermondialistes sur le continent africain (en particulier à Bamako en 2006 et Nairobi en 2007).

Cela s'explique sans doute, du moins en partie, par le très faible développement d'Internet sur ce continent alors que cette mobilisation se fait très largement via ce média. Reste qu'il est dramatique que le parent pauvre de la mondialisation apparaisse aussi comme celui de l'altermondialisme. De plus, il ne s'agit que d'un instantané très partiel basé uniquement sur les infos envoyées sur le site de la journée de mobilisation ([www.wsf2008.net](http://www.wsf2008.net)).

En France, la journée du 26 sera marquée en particulier par un événement national à Paris : une manifestation "festive" suivie d'une réunion (débats, discours et concert dans une salle parisienne).

Il nous semble réellement important que les Alternatifs, impliqués très activement dans les forums depuis le premier FSM, s'engagent dans cette semaine de mobilisation.

Trois initiatives avaient été proposées par la Commission Internationale :

- Une première réunion dans le sud de la France, lors du week-end précédant la journée du 26, portant sur l'autogestion avec les interventions de militants autogestionnaires, en particulier des Brésiliens et des Argentins via Internet).

- Une réunion sur l'actualité du féminisme avec des militants des réseaux féministes internationaux (en particulier des Marches mondiales).

- Une réunion dans le Nord de la France le week-end du 26 sur la rencontre du Rouge et du Vert, avec un dispositif similaire à la première réunion.

Cependant, ces propositions n'existeront que si des groupes locaux décident réellement de les prendre en charge.

### Un 26 janvier tous les ans

L'enjeu de cette initiative internationale du 26 est d'autant plus important qu'elle pourrait aboutir, en cas de réussite, à installer sur le long terme une date annuelle de mobilisation altermondialiste au niveau planétaire, à l'image du 8 mars féministe ou du 1er mai.

### Pénélopes Altermondialistes

En ce qui concerne la préparation du Forum Social Européen de 2008, l'APE d'Istanbul n'a pas dérogé à son habitude de détricoter méticuleusement une bonne partie des avancées réalisées depuis l'APE précédente (Stockholm du 14 au 16 Septembre 2007).

Le comité d'organisation nordique est venu avec une proposition de 11 catégories en vue d'y intégrer l'ensemble du programme du FSE. Il repart avec un projet de réunion chargée de préparer un projet de programme.

Derrière ce semblant d'immobilisme, il y a une divergence sur la nature du programme. D'un côté, un projet de découpage





égalitaire en 11 catégories thématiques de l'ensemble des sujets habituellement abordés dans les forums, de l'autre la volonté de poursuivre l'évolution des forums en créant des espaces spécifiques : villages thématiques, réseaux transversaux, journée spécifique, événements - mais aussi vellétés d'insuffler des priorités politiques dans ces forums. Il y a aussi sans doute des tensions liées à des enjeux de pouvoir entre des organisateurs nordiques qui ont du mal à ne se consacrer qu'à la préparation technique du forum et d'anciens organisateurs vivant mal d'être dépossédés d'une partie de leur capacité d'influence.

Une réunion ouverte regroupera à Paris les animateurs nordiques et d'autres participants de l'APE pour préparer un nouveau projet de programme pour la prochaine APE.

Ce sujet aura mobilisé beaucoup de temps et d'énergie alors que ce débat sur la technostucture du programme est malgré tout annexe. Elle a laissé au second plan des questions peut-être plus importantes (questions sur les capacités d'accueil militant ou d'hébergement gratuit pour les participants les moins fortunés ou venant de l'Est dans un pays où l'hébergement est très cher, limitation du nombre de salles disponibles, etc...?)

### Des réseaux...

Plus enthousiasmant, le travail réalisé par la plupart des réseaux de l'APE et qui a donné lieu à des comptes-rendus.

Le réseau Climat, jusqu'à présent porté par le seul volontarisme d'une poignée de militants anglais semble avoir pris

une véritable dimension internationale en particulier grâce à la journée d'action pour le climat du 8 décembre.

Malheureusement, il s'agit du seul réseau écolo présent à l'APE (le réseau sur la souveraineté alimentaire ne s'est pas reconstitué depuis Athènes). Cela est d'autant plus dommage que ces réseaux prennent de plus en plus de place et que les militants écologistes européens sont présents en nombre dans ces réunions.

Le réseau sur les dérives sécuritaires et les atteintes au droit de l'Homme semble aussi un peu en perte de vitesse.

Par contre, un véritable réseau sur les migrations émerge.

Le réseau Femmes, qui se réunit à chaque rencontre altermondialiste, a brillé par sa discrétion. On peut souligner l'absence de la Marche mondiale des Femmes qui est pourtant un des acteurs assidus de ces rencontres.

Le réseau de la charte Européenne travaille à populariser son initiative d'ici et pour le FSE. Parallèlement, il a lancé un appel pour exiger des référendums sur le nouveau traité dans tous les pays de l'Union Européenne.

D'autres réseaux (comme ceux sur les services publics, travail et mondialisation, éducation, contre la guerre) préparent de nombreuses initiatives. Ces réseaux se retrouveront lors de la prochaine APE qui aura lieu à Berlin le dernier week-end de février. Cette rencontre devrait normalement être entièrement consacrée au programme du forum.

### Euro-altermondialisme : de l'Atlantique à l'Oural ?

Le fait que cette APE ait lieu pour la 2ème fois à Istanbul est d'importance. Tout d'abord car il permet au mouvement altermondialiste d'afficher une conception élargie de l'Europe, au-delà des frontières de l'Union Européenne.

De plus, elle consacre la réelle émergence d'un mouvement altermondialiste turc, construit autour des mouvements d'extrême-gauche, de forts syndicats, de mouvements environnementaux, féministes, de défense des droits de l'Homme, des minorités, en particulier Kurdes-mais aussi, plus surprenant, d'associations professionnelles. Il est d'ailleurs sérieusement envisagé que le FSE suivant, qui aura lieu en 2010, puisse se dérouler à Istanbul.

Autre élément de ce processus d'élargissement, le projet de la tenue au printemps d'une APE à Kiev (en Ukraine) permettant de faciliter la présence de militants altermondialistes de la région.

Ces éléments d'élargissement démentent les rumeurs malveillantes et permanentes d'essoufflement de l'altermondialisme.

Au niveau européen, le mouvement, sans réels progrès dans l'efficacité, continue cependant à développer, en particulier grâce à ces réseaux, un autre projet européen à l'échelle du continent. ■

Nathalie MARCU et  
Mathieu COLLOGHAN



# OUI, JE M'ABONNE!

*Pour que vive la presse autogestionnaire,  
pour nous donner les moyens de la développer  
abonnez-vous, réabonnez-vous à Rouge&Vert\**

**ABONNEMENT**

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

Et Zouh ! on met le bulletin et le chèque de 40€ (à l'ordre de Rouge & vert journal\* dans une enveloppe pour Les Alternatifs, 40 rue de Malte, 75011 Paris

\* et à la lettre des élus alternatifs





# Assises des collectifs unitaires antilibéraux

Environ 200 délégué-e-s représentant-e-s d'une centaine de collectifs, étaient présent-e-s aux Assises de Saint Denis les 1er et 2 décembre.

Le recul est sévère par rapport aux temps forts de la fin 2006, mais ce milieu militant s'est maintenu mieux que ne le laissaient craindre les récentes réunions de coordination des collectifs.

La majorité des collectifs a participé à la campagne Bové, pas tous cependant.

Une partie des unitaires n'ayant pas soutenu Bové est plutôt polarisée par les initiatives de *Maintenant à Gauche*.

On peut estimer les réseaux et groupes militants représentés les 1er et 2 décembre aux Assises de collectifs entre 2000 et 3000 personnes.

Le centre de gravité générationnel se situe entre 40 et 60 ans, avec très peu de jeunes, les collectifs sont notamment présents dans le Sud (régions Midi-Pyrénées, Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc).

La sensibilité liée aux appels à la création d'un nouveau mouvement altermondialiste, pour partie mais pas seulement, issue du milieu des 'électrons libres' de la campagne Bové, et de la décroissance, a clairement annoncé son intention de développer son action au sein des collectifs, elle influençait un tiers environ des délégué-e-s.

Les tenant-e-s de la priorité de la démarche unitaire, à certains égards proches de *Maintenant à Gauche*, pesaient en revanche assez peu (à Paris ou en Haute-Garonne par exemple).

La présence de militant-e-s organisé-e-s (Alternatifs-ves, Vert-e-s et Altereko-

lo-e-s, PCF et communistes unitaires, LCR) était nettement minoritaire.

Les débats ont été animés, parfois tendus, mais ont abouti à des conclusions sur l'organisation et le projet politique qui ne s'écartent guère des propositions de départ.

Quelques éléments politiques sont cependant à noter.

Un vote a eu lieu sur la définition de la perspective et le terme de "gauche de transformation sociale et écologique" a été préféré par environ 70% des délégué-e-s à celui de "gauche de transformation sociale", en dépit de l'opposition de militant-e-s unitaires de la LCR et d'une partie du secrétariat.

Ce vote est significatif car il marque, au delà de la volonté unitaire, la conscience pour les uns et les unes de l'urgence d'un projet de transformation ne reproduisant pas les impasses de la gauche productiviste, pour les autres, sans que la perspective et les rythmes soient précis, l'espoir d'une nouvelle composante politique alternative à gauche du PS.

Par ailleurs, les aspirations à la démocratie directe et de base, autogestionnaires à beaucoup d'égards, se sont fortement exprimées, irritantes parfois lorsque le basisme conduisait à une méfiance obsessionnelle à l'égard des militant-e-s et mouvements politiques, mais compréhensibles compte tenu des prétentions hégémonistes de la LCR et du PCF.

Les collectifs ne sont pas parvenus à choisir un nom, la proposition *CAP à Gauche* ayant obtenu la majorité simple mais pas une majorité des deux tiers comme le prévoit, pour chaque décision importante, la charte de fonctionnement. Cet intitulé, pour être aimable, ne brillait pas par une originalité folle.

Au bout du compte, les collectifs se sont dotés d'une charte de fonctionnement très fédéraliste, impression un peu corrigée par la constitution d'un collectif d'animation d'une quarantaine de personnes, au sein duquel se retrouvent toutes les options en débat, des "altermondialistes" aux "unitaires", et ont confirmé une démarche politique marquée du sceau, nécessaire, de la tension entre volonté unitaire et affirmation des propositions d'un espace indépendant des partis et mouvements politiques (dont le nôtre).

La proposition d'Etats Généraux de toute la gauche de transformation sociale a été confirmée, axe central pour une majorité, concession de mauvais gré pour les "altermondialistes" et décroissants.

Les Alternatifs ont, comme d'autres, été invités par *Maintenant à Gauche* en vue du même projet, il est indispensable que ces diverses initiatives convergent dans un cadre commun dépassant les querelles de préséance.

Des questions ne sont pas réglées, comme celle des moyens de fonctionnement de la structure, puisque les collectifs de base sont libres de se doter ou non de moyens financiers et de contribuer ou non au fonctionnement national. Yves Salesse a appelé les collectifs à s'engager dans les batailles sociales à venir, et contre le Nouveau Traité européen, l'intervention des Alternatifs, bien accueillie, a insisté sur les chemins déjà parcourus en commun et sur la nécessité de lier, dans un contexte de "guerre de positions", résistances, contre-pouvoirs et propositions alternatives. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE  
et Henri MERMÉ



## UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

## ★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.



## AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



## VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



## ♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.



## PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.